



**Conseil d'administration  
du Programme des Nations Unies  
pour le développement  
et du Fonds des Nations Unies  
pour la population**

Distr. générale  
18 juillet 2002  
Français  
Original: anglais

---

**Deuxième session ordinaire de 2002**

23-27 septembre 2002, New York

Point 2 de l'ordre du jour provisoire

**Questions financières, budgétaires et administratives**

**Examen annuel de la situation financière, 2001**

**Rapport de l'Administrateur\***

*Résumé*

Le PNUD continue d'être financé par diverses sources et a enregistré une augmentation de 9 % du niveau de son financement global entre 2000 et 2001. On notera aussi qu'il a pu inverser la longue tendance à la baisse de ses ressources ordinaires pour la première fois depuis huit ans. Si ce renversement de situation est encourageant, la croissance demeure toutefois modeste par rapport aux objectifs fixés par le Conseil d'administration et au montant effectivement requis pour optimiser l'impact des activités de l'organisation, notamment dans les pays les moins avancés. L'augmentation du niveau de financement global résulte principalement de l'accroissement enregistré dans d'autres ressources. Le cofinancement de tiers (participation aux coûts, contrats de services de gestion et fonds d'affectation spéciale) a continué à progresser, représentant 30 % du montant total des recettes en 2001. La participation aux coûts de la part de pays bénéficiaires de programmes constitue toujours une part importante des recettes totales (41 % du montant total des recettes en 2001), reflétant une volonté politique et un soutien accrus des pays partenaires en faveur du PNUD.

On notera que les ressources ordinaires et autres ressources ne sont pas interchangeables. Pour s'acquitter de son mandat et mobiliser d'autres ressources, le PNUD doit disposer d'une base de financement suffisante, sûre et régulière, garantissant son caractère multilatéral, impartial et universel. En rappelant la

---

\* Le document a été présenté en retard aux services de conférence, sans la note explicative exigée par l'Assemblée générale au paragraphe 8 de sa résolution 53/208 B en cas de soumission tardive d'un rapport aux services de conférence.



décision historique (98/23) qu'il a prise concernant le Plan de financement pluriannuel et sa stratégie de financement de base, le Conseil d'administration souhaitera peut-être demander instamment à tous les donateurs de rétablir la croissance et la prévisibilité des ressources ordinaires du PNUD.

*Éléments d'une décision*

Le Conseil d'administration souhaitera peut-être :

- a) Prendre note du document DP/2002/25 et Add.1;
- b) Rappeler que, pour pouvoir s'acquitter de son mandat et mobiliser d'autres ressources, le PNUD devra disposer d'une base de financement suffisante, sûre et régulière, garantissant son caractère multilatéral, impartial et universel;
- c) Prendre note de la tendance à la hausse des ressources ordinaires pour la première fois en huit ans;
- d) Souligner que l'accroissement des ressources demeure modeste par rapport aux objectifs qu'il a fixés et au montant effectivement nécessaire pour optimiser l'impact des activités de l'organisation, notamment dans les pays les moins avancés;
- e) Rappeler qu'il est essentiel que les contributions soient versées dans les délais requis, pour éviter les problèmes de liquidités, facteur clef pour la réalisation de l'objectif visant à assurer une plus grande prévisibilité des recettes;
- f) Prendre note du niveau soutenu des fonds versés à l'organisation au titre des autres ressources et de leur contribution à la réalisation des objectifs énoncés dans le Plan de financement pluriannuel.

## Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
Abréviations .....		4
Définitions .....		5
I. Introduction .....	1	5
II. Aperçu général .....	2–15	5
III. Ressources ordinaires .....	16–24	13
A. Recettes .....	17	13
B. Dépenses .....	18–20	14
C. Solde des ressources inutilisées .....	21–24	15
IV. Autres ressources .....	25–42	17
A. Contributions des gouvernements au titre de la participation aux coûts .....	27–30	20
B. Cofinancement par des tiers .....	31–34	23
C. Accords de services de gestion .....	35	23
D. Programme des administrateurs auxiliaires .....	36–38	24
E. Réserve pour les bureaux et logements hors siège .....	39–42	25
V. Fonds administrés par le PNUD .....	43–56	26
A. Fonds d'équipement des Nations Unies .....	44–45	26
B. Fond de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM) .....	46–49	27
C. Volontaires des Nations Unies .....	50–53	27
D. Fonds autorenouvelable des Nations Unies pour l'exploration des ressources naturelles et Fonds des Nations Unies pour la science et la technique au service du développement .....	54–56	29
Annexe : Vue d'ensemble du PNUD .....		31
État des recettes et des dépenses pour l'année terminée le 31 décembre 2001, et chiffres pour 2000 .....		31
Actif, passif, réserves et soldes des fonds au 31 décembre 2001, et chiffres pour 2000 .....		33

**Abréviations**

BIRD	Banque internationale pour la reconstruction et le développement
BSAI	Bureau des services d'achats interorganisations
CAC	Comité administratif de coordination
CAD	Comité d'aide au développement
CCP	Cadre de coopération de pays
CSG	Contrat de services de gestion
DAES	Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat de l'ONU
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FEM	Fonds pour l'environnement mondial
FENU	Fonds d'équipement des Nations Unies
FIDA	Fonds international de développement agricole
FMS/PMA	Fonds pour les mesures spéciales en faveur des pays les moins avancés
GNUD	Groupe des Nations Unies pour le développement
IADB	Banque interaméricaine de développement
IDA	Association internationale de développement
JPO	Administrateur auxiliaire
OACI	Organisation de l'aviation civile internationale
OHADA	Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires
OIT	Organisation internationale du Travail
OMT	Organisation mondiale du tourisme
ONG	Organisation non gouvernementale
ONUDI	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
PAM	Programme alimentaire mondial
PAPP	Programme d'assistance au peuple palestinien
PFP	Plan de financement pluriannuel
PMA	Pays les moins avancés
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
RFA	Réserve pour les locaux hors siège
TIC	Technologies de l'information et de la communication
VNU	Volontaires des Nations Unies

## Définitions

*Ressources ordinaires* : les ressources du PNUD qui sont amalgamées et non liées. Elles comprennent les contributions volontaires, les contributions de sources gouvernementales, intergouvernementales ou non gouvernementales, les intérêts créditeurs connexes et les recettes accessoires.

*Autres ressources* : les ressources du PNUD autres que les ressources ordinaires qui sont affectées à des fins spécifiques, conformément à ses politiques, objectifs et activités, et servent à financer les services de gestion et autres services d'appui fournis à des parties tierces. Relèvent de cette catégorie les recettes de participation aux coûts et les fonds d'affectation spéciale constitués par l'Administrateur. À des fins comptables, les CSG, les services d'appui remboursables et d'autres activités (JPO et RFA) sont inclus dans la catégorie des activités financées par d'autres ressources.

*Ressources du PNUD* : les ressources créditées au compte du PNUD concernant les ressources ordinaires ou au compte des autres ressources, qui excluent donc les ressources créditées au compte des fonds.

*Fonds administrés par le PNUD* : les fonds établis par l'Assemblée générale et administrés par le PNUD.

*Appui aux programmes* : dépenses engagées par des unités administratives (bureaux extérieurs et siège) dont la fonction principale est de concevoir, de formuler, d'exécuter et d'évaluer les programmes de l'organisation.

*Gestion et administration* : dépenses engagées par des unités administratives dont la fonction principale est de maintenir l'identité de l'organisation et d'assurer sa liberté d'action et son bon fonctionnement.

*Appui aux activités opérationnelles des Nations Unies* : cet élément comprend quatre composantes qui concernent pour l'essentiel des activités financées par les ressources ordinaires, à savoir l'appui aux bureaux extérieurs, le Groupe des Nations Unies pour le développement, les VNU et le BSAI.

## I. Introduction

1. Le présent rapport donne un aperçu général de la situation financière du PNUD à la fin de 2001 et des chiffres comparatifs au 31 décembre 2000. On y trouvera une analyse globale des activités du PNUD, suivie d'analyses portant sur l'état des ressources ordinaires (ressources de base), des autres ressources et des fonds créés par l'Assemblée générale. Tous les tableaux des textes explicatifs récapitulent des données détaillées figurant dans l'additif statistique au présent document (DP/2002/25/Add.1).

## II. Aperçu général

2. Le présent chapitre rend compte globalement des activités opérationnelles du PNUD et des soldes inutilisés qui en résultent. On trouvera au tableau 1 de l'additif un état récapitulatif de l'ensemble des activités du PNUD. Les données sont

ventilées par type d'activités, mais on a agrégé les chiffres afin de donner une vue d'ensemble de la situation financière du Programme.

3. Comme il est indiqué dans le rapport annuel de l'Administrateur pour 2001 (DP/2002/15), le PNUD et ses fonds et programmes associés continuent de s'efforcer de mettre en oeuvre les plans d'action pour la période 2000-2003. Le PFP a continué de servir de cadre à la mise en oeuvre des programmes axés sur les résultats au niveau des pays et aux niveaux régional et mondial. Il a aussi continué à fournir un cadre cohérent pour renforcer la coordination des synergies entre les ressources ordinaires et les autres ressources pour une série d'objectifs prioritaires en matière de développement.

4. En 2001, le PNUD a constitué des fonds d'affectation spéciale thématique pour renforcer la coordination des ressources ordinaires et des autres ressources dans six domaines thématiques : a) gouvernance démocratique; b) lutte contre la pauvreté; c) prévention des crises et relèvement; d) technologies de l'information et de la communication; e) énergie et environnement; et f) VIH/sida. Ce système a été conçu pour promouvoir une modalité de cofinancement souple afin d'appuyer les activités de développement qui ne peuvent être financées par les ressources ordinaires ou d'autres sources multilatérales.

5. Le PNUD a reçu un montant total de 2,6 milliards de dollars en 2001 (y compris les ressources ordinaires, les autres ressources et les fonds), chiffre record en augmentation de 9 % par rapport aux contributions de 2000 qui se chiffraient à 2 milliards 390 millions de dollars. Les recettes au titre des ressources ordinaires ont augmenté de 3 % (passant de 634 millions en 2000 à 652 millions de dollars en 2001), inversant la tendance à la baisse des contributions ordinaires qui s'est maintenue pendant huit années consécutives. Le renversement de cette tendance est encourageant.

6. Le cofinancement assuré par des tiers (y compris la participation de tiers aux coûts, les CSG et les fonds d'affectation spéciale) a enregistré une croissance de 10 %, passant à 781 millions de dollars en 2001. Pour la deuxième année consécutive, il a dépassé le montant des recettes au titre des ressources ordinaires en 2001. Les pays bénéficiant de programmes ont également augmenté leurs contributions au titre de la participation aux coûts de 13 %, soit un montant de 1 milliard 67 millions de dollars en 2001, réaffirmant le rôle du PNUD comme partenaire de confiance à l'appui des objectifs de développement fixés par les pays.

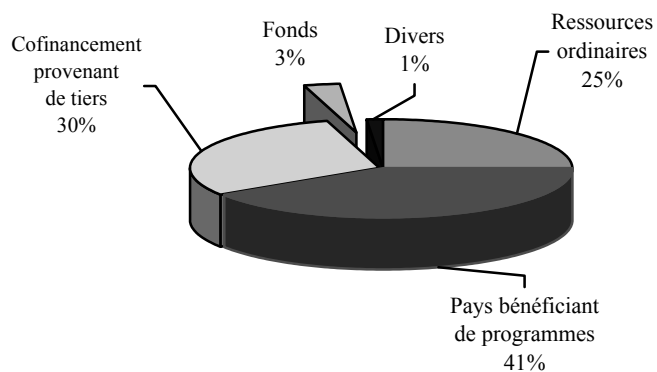
7. Si les tendances récentes ont indiqué une augmentation sensible des contributions versées au PNUD au titre des autres ressources, les ressources ordinaires et les autres ressources ne sont pas interchangeables. Pour s'acquitter de son mandat et mobiliser d'autres ressources, le PNUD doit disposer d'une base de financement suffisante, sûre et régulière, garantissant son caractère multilatéral, impartial et universel. L'Administrateur demeure convaincu que les contributions ordinaires constituent le fondement du PNUD et qu'il est urgent de remettre la base des ressources ordinaires sur la voie d'une croissance durable afin d'atteindre les objectifs fixés.

Figure 1  
Montant global des contributions : tendance sur cinq ans et composition en 2001

**a. Tendance sur cinq ans (1997-2001)**



**b. Composition en 2001**  
(2,6 milliards de dollars)



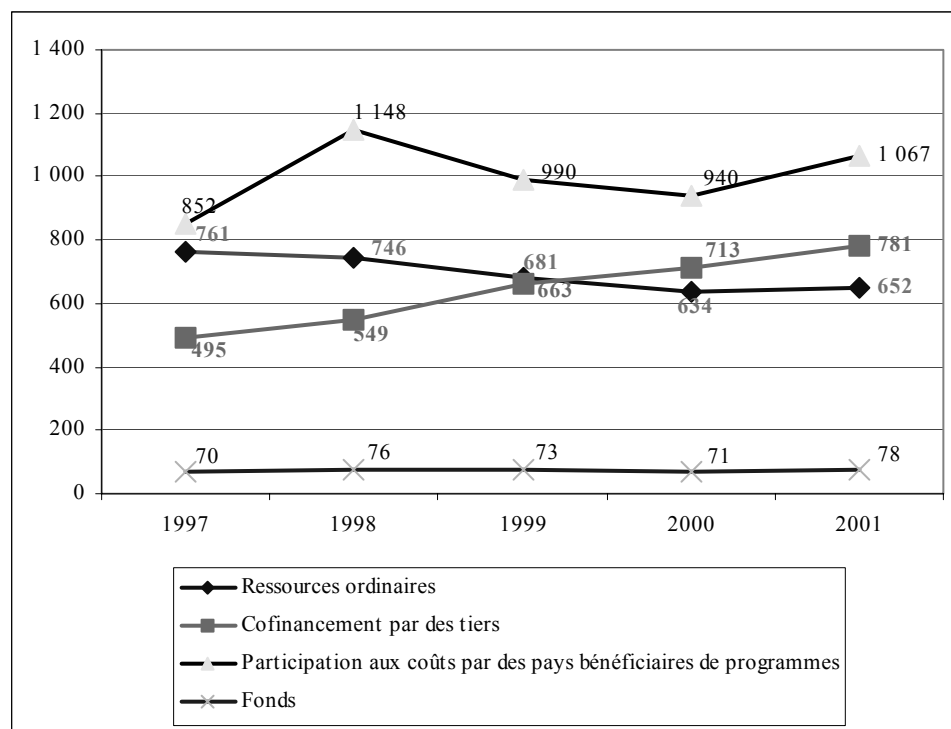
8. Le PFP a continué de fournir le cadre général pour assurer la cohérence des politiques et faire en sorte que l'appui du PNUD réponde aux besoins des pays, indépendamment de la source de financement. Dans ce cadre, les cofinancements assurés par des tiers (participation de tiers aux coûts, CSG et fonds d'affectation spéciale) ont augmenté, en particulier au cours des quatre dernières années. Maintenant, leur tendance à la hausse, les contributions, autres que celles versées au titre des ressources ordinaires, ont atteint au total près de 2 milliards de dollars, soit les trois quarts du montant total reçu en 2001. La majeure partie de l'augmentation des recettes au titre des autres ressources provenaient d'augmentations des contributions de pays bénéficiaires de programmes au titre de la participation aux coûts et des contributions au titre des fonds d'affectation spéciale de 13 % et 36 %, respectivement.

9. Comme par le passé, les ressources ordinaires proviennent principalement des donateurs membres du CAD/OCDE. Le montant total des contributions qu'ils ont versées à ce titre a augmenté de 3 %. La valeur totale des contributions (ressources ordinaires et autres ressources) reçues des donateurs membres du CAD/OCDE s'est chiffrée à 1 milliard 31 millions de dollars en 2001, dont 988 millions de dollars (96 %) ont été reçus des 15 principaux donateurs membres du CAD.

Figure 2

### Montant global des contributions sur cinq ans, par type de ressources

(En millions de dollars des États-Unis)





10. Treize membres du CAD/OCDE ont augmenté leurs contributions en monnaie locale, certains d'entre eux pour la deuxième année consécutive, et d'autres pour la troisième année consécutive. Trois pays ont augmenté leurs contributions en monnaie locale de plus de 34 %. On notera également une amélioration dans la régularité des versements en 2001 par rapport aux deux années précédentes. La trésorerie du PNUD s'est améliorée en ce qui concerne les ressources ordinaires. L'augmentation des contributions et le respect des calendriers de paiement ont réduit la dépendance de l'organisation à l'égard de la réserve opérationnelle en 2001 – tendance que tous les donateurs devront poursuivre. La réserve opérationnelle n'a été utilisée qu'un mois en 2001, contre huit mois en 2000. Une ponction de 45 millions de dollars a été effectuée en mars 2001. Toutefois, quelque 11 donateurs continuent de prévoir le versement d'une partie importante de leurs engagements pour le dernier trimestre de l'année, environ 6 % du montant total des engagements étant exigibles en décembre. Il est indispensable que le versement des contributions s'effectue suivant les calendriers fixés pour éviter les problèmes de liquidités et améliorer la prévisibilité des recettes.

Tableau 1

**Montant des contributions versées par les 20 principaux donateurs aux fins du financement de certaines activités<sup>a</sup>**

(En millions de dollars des États-Unis)

Donateur	Ressources ordinaires	Fonds d'affectation spéciale, participation aux coûts par des tiers et CSG	Fonds	Total		
				2001	2000	1999
Japon	96	44	3	143	196	209
États-Unis <sup>b</sup>	84	23	3	110	105	112
Norvège	69	31	5	105	95	109
Pays-Bas	66	55	11	132	138	129
Suède	53	38	6	97	106	98
Royaume-Uni	53	36	4	93	79	73
Danemark	49	8	7	64	63	81
Suisse	29	10	1	40	43	42
Canada	27	11	1	39	35	34
Belgique	22	4	2	28	19	6
Allemagne	22	2	2	26	24	52
Italie	16	41	3	60	55	28
France	14	2	1	17	19	22
Finlande	11	7	1	19	18	22
Espagne	10	5	—	15	6	8
Irlande	6	2	1	9	6	7
Australie	4	8	1	13	16	22
Inde	4	—	—	4	4	4

Donateur	Ressources ordinaires	Fonds d'affectation spéciale, participation aux coûts par des tiers et CSG	Fonds	Total		
				2001	2000	1999
Nouvelle-Zélande	3	1	–	4	4	3
Chine	3	–	–	3	3	3
<b>20 principaux donateurs – total</b>	<b>641</b>	<b>328</b>	<b>52</b>	<b>1 021</b>	<b>1 034</b>	<b>1 064</b>
<b>Total des ressources</b>	<b>652</b>	<b>781</b>	<b>78</b>	<b>1 511</b>	<b>1 418</b>	<b>1 422</b>
<b>Pourcentage des ressources totales</b>	<b>98 %</b>	<b>42 %</b>	<b>67 %</b>	<b>68 %</b>	<b>73 %</b>	<b>75 %</b>

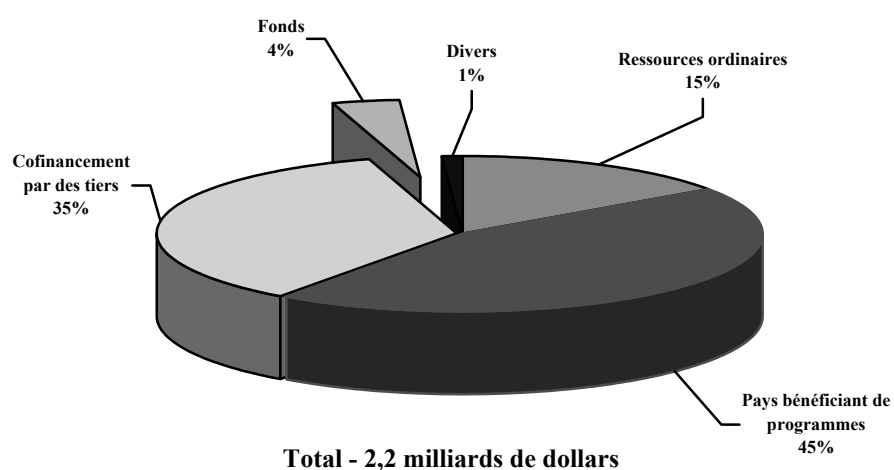
Source : Tableaux 6 et 7, DP/2002/25/Add.1.

<sup>a</sup> Classées en fonction des contributions reçues en 2001 au titre des ressources ordinaires.

<sup>b</sup> Y compris les taxes.

11. Le montant global des dépenses au titre des programmes (y compris les fonds – 77 millions de dollars) s'est établi à 2,2 milliards de dollars, soit une augmentation de 6 % par rapport à l'année précédente. La rapide augmentation des dépenses au titre de l'exécution des programmes, qui a commencé en 1995, a atteint le chiffre record de 2,2 milliards de dollars en 1999 pour retomber à 2 milliards de dollars en 2000. On a noté une tendance à la hausse en 2001. Sur le montant total des dépenses de 2001, 1,8 milliard de dollars (81 %) a été financé par les autres ressources, tandis que seulement 15 % (333 millions de dollars) ont été financés par les ressources ordinaires.

Figure 3  
Montant total des dépenses, 2001



12. En termes de couverture régionale, 2001 a connu une répartition analogue à celle de 2000. Les dépenses au titre des programmes pour la région de l'Amérique latine et des Caraïbes ont continué d'être les plus élevées, représentant 50 % du montant total, soit 1,1 milliard de dollars. Pour l'Afrique, elles se sont chiffrées à 313 millions de dollars, soit 14 %. Pour la région Asie-Pacifique, les dépenses encourues se sont chiffrées à 304 millions de dollars, soit 14 % du montant total. La part des dépenses consacrée aux États arabes a représenté 227 millions de dollars, soit 11 % du total; pour l'Europe et la Communauté des États indépendants (CEI), les dépenses se sont chiffrées à 145 millions de dollars, soit 7 % du total. Les programmes mondiaux, interrégionaux et régionaux ont représenté 51 millions de dollars, soit 2 %. Le montant total des dépenses encourues en Amérique latine s'est chiffré à 1,1 milliard de dollars; sur ce montant, 80 % ont été financés par les contributions de pays bénéficiaires de programmes au titre de la participation aux coûts. Par rapport à 2000, mis à part une légère diminution (2 %) dans la région d'Afrique, chaque région avait enregistré une augmentation des montants alloués par le PNUD au titre des programmes.

Tableau 2

**Répartition régionale des dépenses de programme, 1999-2001**

(En millions de dollars des États-Unis)

	<i>Ressources ordinaires</i>			<i>Autres ressources</i>		
	<i>2001</i>	<i>2000</i>	<i>1999</i>	<i>2001</i>	<i>2000</i>	<i>1999</i>
Amérique latine et Caraïbes	18	19	23	1 032	963	1 021
Europe et CEI	24	22	41	121	118	75
Afrique	141	143	206	172	177	206
Asie et Pacifique	117	131	145	187	141	172
États arabes <sup>a</sup>	25	31	25	202	147	126
Divers <sup>b</sup>	8	32	50	43	30	54
	<b>333</b>	<b>378</b>	<b>490</b>	<b>1 757</b>	<b>1 576</b>	<b>1 654</b>

<sup>a</sup> Y compris les dépenses au titre de la participation aux coûts pour le PAPP.<sup>b</sup> Y compris les programmes mondiaux et interrégionaux.

13. L'importance relative des diverses modalités d'exécution s'établit comme suit : l'exécution nationale, qui demeure la modalité de choix, représente encore plus de 60 % pour toutes les activités du PNUD, suivie par l'exécution par l'UNOPS (13 %), l'exécution directe (10 %) et l'exécution par d'autres organismes (8 %) (voir tableau 3).

**Tableau 3**  
**Ventilation des dépenses afférentes aux programmes par modalité d'exécution**  
**pour toutes les activités du PNUD, 1999-2001**

(En millions de dollars des États-Unis)

<i>Agent d'exécution</i>	<i>Ressources ordinaires et autres ressources (à l'exception des fonds)</i>					
	<i>2001</i>	<i>En</i> <i>pourcentage</i>	<i>2000</i>	<i>En</i> <i>pourcentage</i>	<i>1999</i>	<i>En</i> <i>pourcentage</i>
Exécution nationale	1 330	64	1 277	65	1 414	66
UNOPS	267	13	274	14	341	16
Cinq entités principales <sup>a</sup>	79	4	75	4	85	4
Autres organismes	170	8	164	8	156	7
Exécution directe (PNUD)	214	10	144	8	133	6
ONG	30	1	20	1	15	1
<b>Total<sup>b</sup></b>	<b>2 090</b>		<b>1 954</b>		<b>2 144</b>	

Sources : Tableau 11, DP/2002/25/Add.1.

<sup>a</sup> Département des affaires économiques et sociales, FAO, OIT, UNESCO et ONUDI.

<sup>b</sup> Dont montants dépensés dans les PMA : 165 millions de dollars en 2001; 176 millions de dollars en 2000; 249 millions de dollars en 1999.

14. Il ressort du tableau 4 que la valeur, la structure et l'importance relative des prestations des agents de réalisation se présentent de façon semblable (exécution nationale, environ 60 % du total, à hauteur de plus d'un milliard de dollars; exécution par l'UNOPS, 14 %, à concurrence de plus de 200 millions de dollars, etc.). Comme c'est le cas pour la modalité d'exécution, l'importance relative et la valeur de la prestation par exécution directe ont progressivement augmenté en cinq ans.

**Tableau 4**  
**Ventilation des dépenses afférentes aux programmes par agent de réalisation**  
**pour toutes les activités du PNUD, 1999-2001**

(En millions de dollars des États-Unis)

<i>Réalisation</i>	<i>Ressources ordinaires et autres ressources (à l'exception des fonds)</i>					
	<i>2001</i>	<i>En</i> <i>pourcentage</i>	<i>2000</i>	<i>En</i> <i>pourcentage</i>	<i>1999</i>	<i>En</i> <i>pourcentage</i>
Exécution nationale	1 273	61	1 228	63	1 264	59
UNOPS	295	14	300	15	365	17
Cinq entités principales <sup>a</sup>	137	7	139	7	174	8
Autres organismes	153	7	138	7	196	9
Exécution directe (PNUD)	204	10	127	7	125	6
ONG	28	1	22	1	20	1
<b>Total</b>	<b>2 090</b>		<b>1 954</b>		<b>2 144</b>	

<sup>a</sup> Département des affaires économiques et sociales, FAO, OIT, UNESCO et ONUDI.

15. Bien que le solde global des ressources inutilisées ait augmenté de 7 % pour atteindre 1,6 milliard de dollars (contre 1,5 milliard en 2000), celui des ressources ordinaires a diminué de 31 millions de dollars (41 %), passant de 76 millions en 2000 à 45 millions en 2001. Cette diminution s'explique essentiellement par la décision du PNUD d'affecter les intérêts aux autres ressources et aux fonds l'année où ils sont perçus et non l'année suivante. Les intérêts correspondant à deux années (c'est-à-dire, 2000 et 2001) ont ainsi été affectés aux autres ressources et aux fonds en 2001. (En 2000-2001, les intérêts créditeurs ont également diminué parce qu'ils avaient été surévalués de 8,4 millions de dollars en 1998-1999. Si le calendrier d'affectation des intérêts provenant des ressources ordinaires n'avait pas été modifié et si l'on n'avait pas corrigé la surévaluation susmentionnée, les intérêts créditeurs auraient atteint 6,8 millions de dollars en 2000-2001 et n'auraient été que de 59,9 millions de dollars en 1998-1999.) Une charge à payer de 26 millions de dollars a également été prévue en 2001 pour couvrir les prestations dues aux retraités au titre de l'assurance maladie, ce qui a contribué à réduire le solde des ressources ordinaires. Le Conseil d'administration, à sa deuxième session ordinaire de 2001, a approuvé une réserve provisoire de 11,4 millions de dollars au titre des technologies de l'information et de la communication. Lorsque l'on tient compte de cette réserve, le solde global des ressources inutilisées n'est plus que de 33,9 millions de dollars. En revanche, le solde des autres ressources a atteint 1,5 milliard de dollars, soit 91 % du montant total des ressources, toutes origines confondues, contre 88 % en 2000 et 85 % en 1999.

### **III. Ressources ordinaires**

16. Les activités financées au moyen des ressources ordinaires sont indiquées dans les tableaux 5, 6 et 7. On trouvera dans le présent chapitre une analyse des recettes, des dépenses et des ressources inutilisées. Le montant total des recettes, y compris les intérêts et autres recettes, a augmenté de 2 % en 2001, pour s'établir à 665 millions de dollars, tandis que le montant total des dépenses est resté stable (703 millions). Le solde des ressources disponibles, non compris la réserve opérationnelle, a diminué de 41 % (voir tableau 5).

#### **A. Recettes**

17. Le PNUD a mobilisé au total 651,8 millions de dollars en ressources ordinaires (non compris les intérêts et autres recettes) en 2001, ce qui représente une croissance négligeable de 3 % – par rapport aux contributions au titre des ressources ordinaires enregistrées en 2000 – dont près de 98 % provenant des pays du Comité d'aide au développement de l'OCDE. Il est encourageant de constater que les contributions de pays non membres de l'OCDE se sont élevées à 16,8 millions de dollars en 2001, soit une augmentation sensible de 52 % par rapport à 2000 où elles se chiffraient à 11 millions.

**Tableau 5**  
**Recettes et dépenses pour les exercices terminés les 31 décembre 2000 et 2001**  
 (En millions de dollars des États-Unis)

	Ressources ordinaires		Évolution de 2000 à 2001 (en pourcentage)
	2001	2000	
<b>Recettes</b>			
Contributions nettes	651,8	634,1	2,8
Intérêts et autres recettes	13,1	15,6	(16,0)
<b>Total des recettes</b>	<b>664,9</b>	<b>649,7</b>	<b>2,3</b>
<b>Dépenses</b>			
Programmes	332,6	378,3	(12,1)
Appui aux programmes : agents de réalisation	33,6	42,1	(20,2)
Budget d'appui pour la période biennale (montant net)	266,9	233,5	14,3
Appui au coordonnateur résident	8,9	10,1	(11,9)
Autres dépenses	60,9	38,7	57,4
<b>Total des dépenses</b>	<b>702,9</b>	<b>702,7</b>	<b>–</b>
Déficit des recettes par rapport aux dépenses	(38,0)	(53,0)	27,9
Prélèvement (virements) sur les réserves	9,0	12,6	(28,6)
Économies, remboursements et autres virements	(1,8)	9,5	–
Ressources inutilisées au 1er janvier	76,1	107,0	(28,9)
Ressources inutilisées au 31 décembre	45,3	76,1	(40,5)
Réserve opérationnelle	151,6	167,0	(9,2)
<b>Solde exprimé en mois de dépenses<sup>a</sup></b>	<b>3,4</b>	<b>4,2</b>	

Source : Tableau 1 a) du document DP/2002/25/Add.1.

<sup>a</sup> Total du montant disponible dans la réserve opérationnelle et des ressources inutilisées, divisé par la moyenne des dépenses mensuelles (59 millions de dollars en 2001 et 2000). Le solde inutilisé de 45,3 millions de dollars équivaut à 0,8 mois de dépenses.

## B. Dépenses

18. Le montant total des dépenses financées au moyen des ressources ordinaires n'a pas changé en 2001, s'élevant comme en 2000 à 703 millions de dollars. On relève toutefois pour chaque grande catégorie de dépenses des fluctuations qui reflètent le dynamisme croissant de l'environnement dans lequel le PNUD opère. Combinées, les dépenses afférentes aux programmes et celles relatives à l'appui aux programmes ont diminué d'environ 13 %, ce qui témoigne de l'impact que la situation difficile en matière de ressources ordinaires a sur les pays bénéficiaires de programmes et sur la capacité des autres programmes ordinaires (de base) d'investir dans de nouvelles grandes initiatives. Toutes les régions, à l'exception de l'Europe et de la CEI, ont été touchées par la réduction des dépenses afférentes aux programmes financées au moyen des ressources ordinaires.

19. *Budget d'appui pour la période biennale.* L'augmentation d'environ 14 % des dépenses au titre du budget d'appui ne s'explique que partiellement par le fait que les dépenses sont normalement plus élevées au cours de la seconde année d'un exercice biennal. Elle résulte pour l'essentiel de la réaffectation délibérée de ressources à des initiatives stratégiques appuyant le processus de transformation engagé en application des plans d'action de l'Administrateur pour 2002-2003. On s'est surtout employé à reprofiler les missions, la formation, les services d'appui au développement et les licenciements. Les autres dépenses ont augmenté de 57 %, ce qui s'explique presque entièrement par le réajustement net de 23 millions de dollars effectué en 2001, suite à la réévaluation des monnaies et aux pertes de change.

20. En 2001, dans le souci de mieux comprendre les incidences financières des obligations de l'organisation au titre de l'assurance maladie des retraités, on a chargé un actuaire-conseil d'effectuer une évaluation actuarielle des prestations dues à ce titre au 1er janvier 2001. Sur la base de cette étude, l'actuaire a estimé que l'obligation nette de l'organisation au titre de ces prestations pour tous les retraités s'élevait à 256 millions de dollars au 1er janvier 2001. Le PNUD avait inscrit à son budget pour l'exercice terminé le 31 décembre 2001 une charge à payer de 54 millions de dollars, soit 28 millions pour couvrir les obligations au 1er janvier 2001 et 26 millions pour l'exercice en cours. Les charges à payer actuelles ont plus ou moins été calculées en fonction de la stratégie de financement. L'actuaire-conseil a également été prié de suggérer d'autres modes de financement de ces coûts.

### C. Solde des ressources inutilisées

21. Le solde des ressources inutilisées indiqué au tableau 6 représente l'ensemble des sommes disponibles pour financer les activités du PNUD à l'aide des ressources ordinaires. À 45,3 millions de dollars, ce solde est tombé à son niveau le plus bas depuis 1984 et a diminué de 41 % par rapport à ce qu'il était au 31 décembre 2000 (76 millions de dollars).

22. Le solde des ressources inutilisées accuse une tendance à la baisse depuis six ans (513 millions de dollars en 1996, 285 millions en 1997, 212 millions en 1998, 107 millions en 1999, 76 millions en 2000 et 45 millions en 2001). À partir de 1997, on s'est employé délibérément à puiser dans les ressources inutilisées pour renforcer l'exécution des programmes. En 2001, le solde est tombé à 45,3 millions de dollars, soit le niveau le plus bas jamais enregistré, du fait du versement en 2001 des intérêts accumulés sur deux ans et de la charge à payer aux retraités au titre de l'assurance maladie.

Tableau 6  
**Évolution du solde des ressources inutilisées, 2001 et 2000**

(En millions de dollars des États-Unis)

	2001	2000
Solde au 1er janvier	76,1	107,0
Total des recettes	664,9	649,7
Total des dépenses (y compris les dépenses d'appui et autres dépenses)	(702,9)	(702,7)
Économies sur les engagements de la période biennale précédente	(1,8)	9,5
Prélèvements (virements) sur les réserves et autres virements	9,0	12,6
<b>Solde au 31 décembre</b>	<b>45,3</b>	<b>76,1</b>

Source : Tableau 1 a) du document DP/2002/25/Add.1.

23. À la fin de 2001, le PNUD détenait au titre des ressources ordinaires une encaisse et des placements d'un montant total de 278 millions de dollars, y compris la réserve opérationnelle, d'un montant de 152 millions de dollars. Dans la mesure où les dépenses totales se sont établies à 1,4 milliard de dollars pour l'exercice biennal, la situation de trésorerie du PNUD à la fin de 2001 représentait l'équivalent d'environ quatre mois et demi de dépenses, dont approximativement deux mois et demi de réserves et deux mois de fonds de roulement. Ces chiffres représentent une modeste augmentation des liquidités, due principalement à des décaissements moins importants, eux-mêmes liés à un programme de base réduit. Le PNUD a puisé un mois sur 12 sur sa réserve opérationnelle. Lorsqu'il se trouve obligé de faire appel à sa réserve opérationnelle, il lui est impossible de gérer ses ressources financières de façon efficace. Il lui est plus difficile de faire face à des imprévus financiers. Pour que l'exécution des programmes soit assurée au niveau convenu, il serait prudent que l'organisation dispose, au titre des ressources ordinaires, de liquidités équivalant à six mois de dépenses, soit 350 millions de dollars au niveau actuel. Il faudrait pour cela que les pays donateurs versent plus tôt leurs contributions et en augmentent le montant.



Tableau 7  
**Évolution des liquidités, 2001 et 2000**

(En millions de dollars des États-Unis)

	2001	2000
<b>Solde initial, 1er janvier</b>		
<b>Encaisse et placements</b>	<b>71,9</b>	<b>45,5</b>
Recettes	664,9	649,8
Dépenses	(702,9)	(702,7)
Économies réalisées sur les engagements de la période biennale précédente	(1,8)	9,5
Prélèvements (virements) sur les réserves et autres virements	6,6	12,6
<b>Total partiel</b>	<b>(33,2)</b>	<b>(30,8)</b>
<b>Variation nette des avances aux gouvernements et aux agents d'exécution, et dépenses engagées mais non encore réglées</b>		
Solde à la clôture, 31 décembre <sup>a</sup>	87,8	57,2
<b>Encaisse et placements</b>	<b>126,5</b>	<b>71,9</b>

Source : Tableau 1 a) et b) du document DP/2002/25/Add.1.

<sup>a</sup> Le solde des avoirs liquides est en sus des placements détenus au titre de la réserve opérationnelle (152 millions de dollars en 2001 et 167 millions en 2000).

24. Conformément à la décision 99/9 du Conseil d'administration, la formule de calcul du montant de la réserve opérationnelle du PNUD au titre des ressources ordinaires a été modifiée sur la base du rapport de l'Administrateur sur la gestion des risques financiers et l'examen de la réserve opérationnelle (DP/1999/5/Rev.1) et des nouvelles précisions fournies à ce sujet dans le document DP/1999/CRP.9/Rev.1. Compte tenu des données définitives relatives aux recettes et aux dépenses pour l'année 2001, le montant de la réserve opérationnelle sera fixé à 141 millions de dollars, ce qui libérera 11 millions de dollars pour les ressources ordinaires du PNUD.

#### IV. Autres ressources

25. Les autres ressources comprennent principalement les contributions de gouvernements et de tiers au titre de la participation aux coûts, les fonds d'affectation spéciale, les contrats de services de gestion, le programme de formation des administrateurs auxiliaires et la réserve pour les locaux sur le terrain. Les recettes à ce titre ont augmenté de 248 millions de dollars, passant de 1,8 milliard de dollars en 2000 à 2,1 milliards de dollars en 2001. Les dépenses ont également augmenté de 13 % (219 millions de dollars). En 2001, les contributions se sont montées au total à 1,9 milliard de dollars, dont 57 % représentent les contributions de gouvernements au titre du partage des coûts.

26. Si l'on observe l'évolution récente, on constate que les contributions au titre des ressources autres que les ressources de base ont considérablement augmenté. Le cofinancement par des tiers (à savoir la participation aux coûts de tiers, les contrats de services de gestion et les fonds d'affectation spéciale) a nettement augmenté, surtout depuis quatre ans; il s'est chiffré à 781 millions de dollars en 2001, contre 495 millions en 1997, 548 millions en 1998, 663 millions en 1999 et 712 millions en 2000, soit un taux de croissance de 11 %, 21 %, 7 % et 9 % respectivement. On trouvera ci-après une ventilation des principales composantes : participation aux coûts des gouvernements, cofinancement de tiers (participation aux coûts, fonds d'affectation spéciale et contrats de services de gestion), programme de formation des administrateurs auxiliaires et réserve pour les locaux sur le terrain.

Figure 4

**Recettes : autres ressources mobilisées en 2001**

(En millions de dollars des États-Unis)

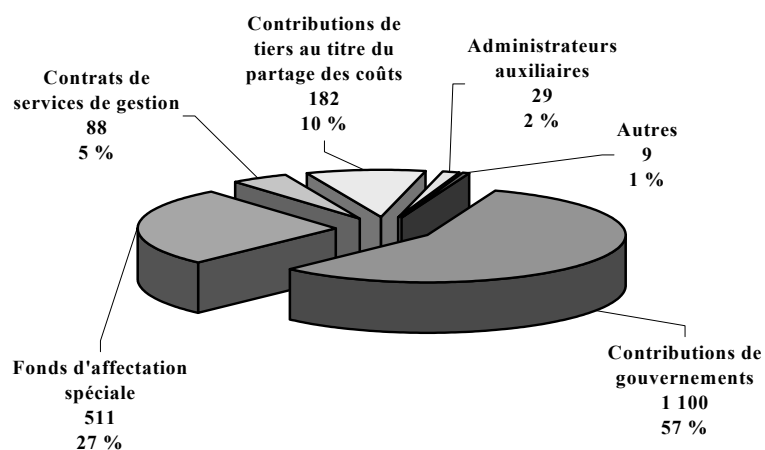


Figure 5  
**Autres ressources, 1996-2001**  
 (En millions de dollars des États-Unis)

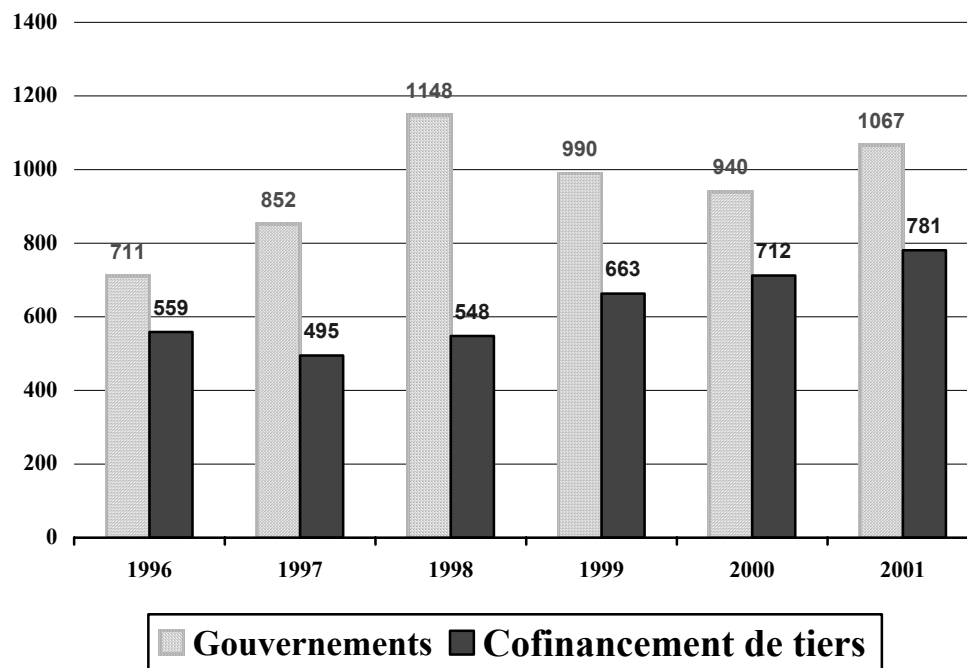


Tableau 8  
**Recettes et dépenses des exercices terminés les 31 décembre 2001 et 2000**  
 (En millions de dollars des États-Unis)

	<i>Montants</i>		<i>Variation entre 2001 et 2000 (en pourcentage)</i>
	<i>2001</i>	<i>2000</i>	
<b>Recettes</b>			
Contributions de gouvernements au titre de la participation aux coûts	1 066,6	940,8	13,4
Contributions de tiers au titre de la participation aux coûts	781,3	412,1	9,7
Intérêts perçus	98,5	61,6	59,9
Autres recettes	1,4	3,6	(61,1)
<b>Total des recettes</b>	<b>1 947,8</b>	<b>1 718,1</b>	<b>13,4</b>
<b>Dépenses</b>			
Programmes :			
Activités financées sur les contributions de gouvernements au titre de la participation aux coûts	970,1	870,8	11,4
Activités financées sur les contributions de tiers au	764,6	680,7	12,3

	Montants		Variation entre 2001 et 2000 (en pourcentage)
	2001	2000	
Activités financées sur les contributions de tiers au titre de la participation aux coûts	764,6	680,7	12,3
Appui aux programmes : Agents d'exécution	21,4	18,9	12,7
Dépenses d'administration des bureaux de pays	86,1	52,1	65,3
<b>Total des dépenses</b>	<b>1 842,2</b>	<b>1 622,5</b>	<b>13,5</b>
Excédent net des recettes par rapport aux dépenses	105,6	95,6	10,5
Remboursements et autres virements	(7,9)	(8,5)	7,1
<b>Soldes des ressources inutilisées au 1er janvier</b>	<b>1 270,2</b>	<b>1 183,0</b>	<b>7,4</b>
<b>Solde des ressources inutilisées au 31 décembre</b>	<b>1 367,9</b>	<b>1 270,1</b>	<b>7,7</b>
<b>Solde exprimé en mois de dépenses</b>	<b>9</b>	<b>9</b>	

Source : Tableau 3 a) du document DP/2002/25/Add.1.

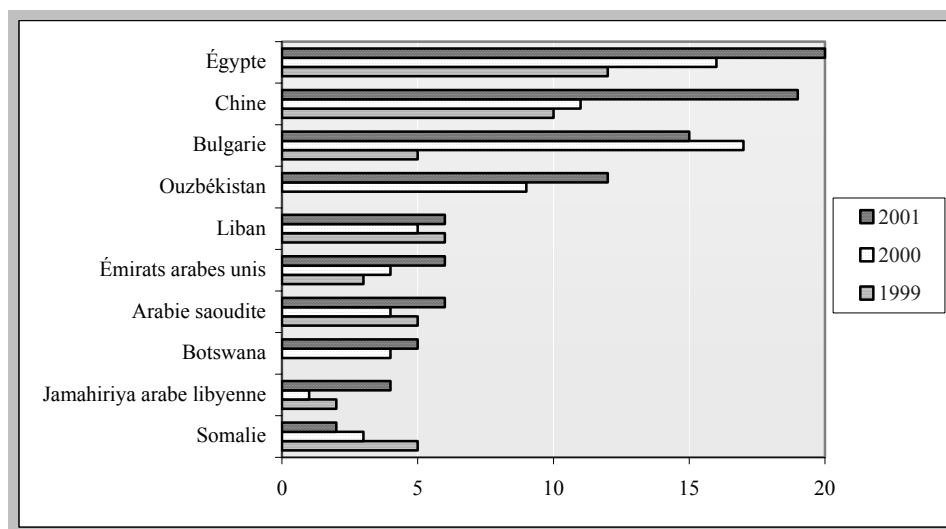
#### A. Contributions des gouvernements au titre de la participation aux coûts

##### Recettes

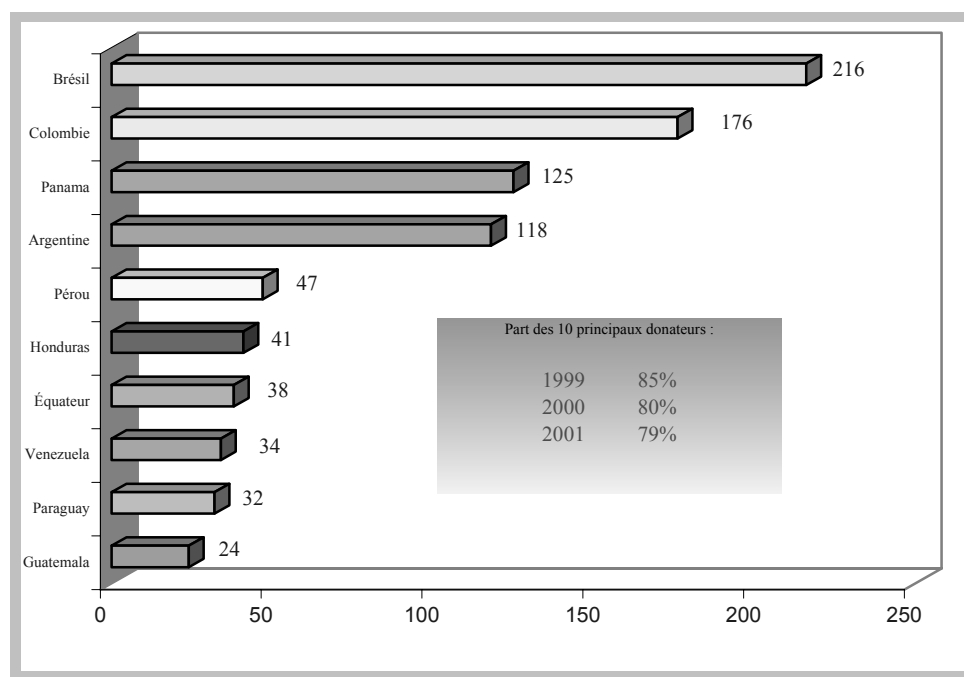
27. Les contributions de gouvernements au titre de la participation aux coûts continuent de représenter une part importante du total des recettes du PNUD (57 % du total des autres ressources); elles ont considérablement augmenté (de 13 %), passant de 941 millions de dollars à 1,1 milliard de dollars, montant inférieur seulement à celui qui a été enregistré en 1997 (1 milliard 145 millions de dollars). Au cours des cinq dernières années, elles ont augmenté de plus de 50 % (puisqu'elles étaient de 711 millions de dollars en 1996).

28. Ces dernières années, les gouvernements de pays de diverses régions ont augmenté leurs contributions au titre de la participation aux coûts. La Chine, l'Égypte, la Bulgarie, l'Ouzbékistan et le Botswana, entre autres, les ont considérablement augmentées. La contribution de la Chine a augmenté de 73 %, passant de 11 millions de dollars en 2000 à 19 millions de dollars en 2001. Celle de l'Égypte a augmenté de 25 %, passant de 16 millions de dollars en 2000 à 20 millions de dollars en 2001. Comme l'indique la figure 6, celle de l'Ouzbékistan a également augmenté en 2001. Comme par le passé, environ 79 % des contributions ont été versées par les gouvernements de 10 pays d'Amérique latine et des Caraïbes (voir la figure 7). Les 10 principaux donateurs de cette région ont contribué à la croissance considérable du total des contributions, l'apport de la Colombie par exemple ayant augmenté de 71 % (passant de 103 à 176 millions de dollars). Pour la deuxième année consécutive, le Brésil a passé la barre des 200 millions de dollars, sa contribution ayant atteint 216 millions en 2001, soit 4 % de plus qu'en 2000 (207 millions).

**Figure 6**  
**Contributions de gouvernements au titre de la participation aux coûts en 1999, 2000 et 2001 (10 principaux donateurs en dehors de l'Amérique latine et des Caraïbes)**  
 (En millions de dollars des États-Unis)



**Figure 7**  
**Contributions de gouvernements au titre de la participation aux coûts en 2001 : les 10 principaux donateurs**  
 (En millions de dollars des États-Unis)



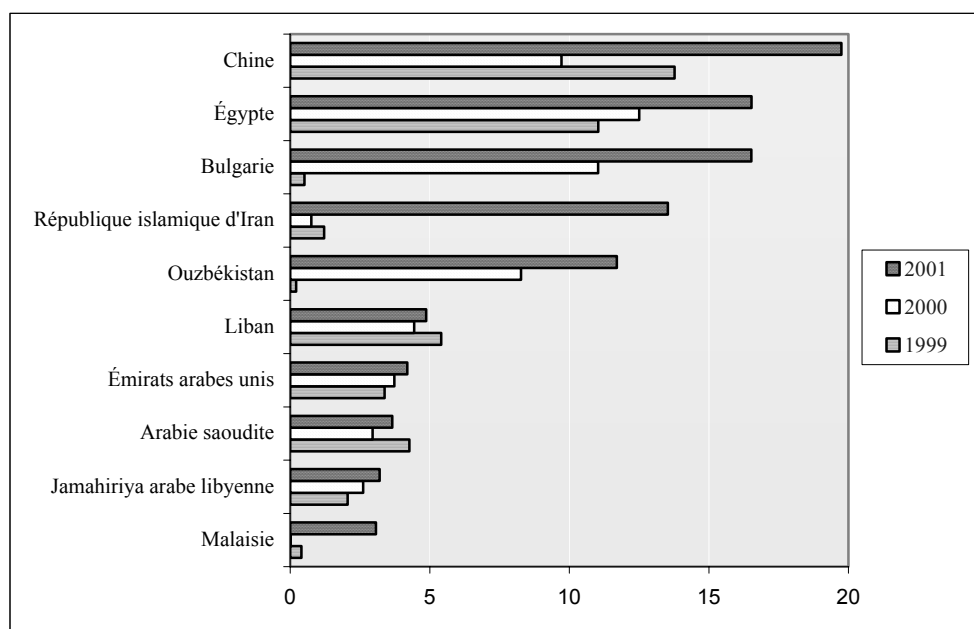
## Dépenses

29. Le montant total des dépenses financées au moyen des contributions de gouvernements au titre de la participation aux coûts a atteint 970 millions de dollars, soit 11 % de plus qu'en 2000. L'augmentation est principalement attribuable aux pays d'Amérique latine et des Caraïbes. Les dépenses engagées au Brésil ont augmenté de 16 %, passant de 180 millions de dollars en 2000 à 209 millions de dollars en 2001, ce qui représente 10 % du total des dépenses relatives aux programmes et 22 % du total des dépenses financées sur les contributions de gouvernements au titre de la participation aux coûts. Les dépenses de la Colombie, de l'Équateur, d'El Salvador, du Guatemala et du Panama ont également augmenté de 95 %, 92 %, 42 %, 25 % et 24 %, respectivement. Celles de la Bolivie ont enregistré une croissance de plus de 400 %, passant de 3 millions de dollars en 2000 à 15,9 millions de dollars en 2001. En revanche, celles de l'Argentine ont diminué de 26 %, celles du Pérou de 21 % et celles du Honduras de 23 %. Dans l'ensemble, l'Amérique latine et les Caraïbes comptent pour plus de 30 % des dépenses relatives aux programmes et plus de 80 % des dépenses financées sur les contributions de gouvernements au titre de la participation aux coûts. Il est également à noter qu'en dehors de cette région, quatre pays ont enregistré d'importantes dépenses : celles de la Chine ont plus que doublé (passant de 9,7 à 20 millions de dollars), celles de l'Égypte sont passées de 12,5 à 16,5 millions de dollars, celles de la Bulgarie de 11 à 16,5 millions de dollars et celles de la République islamique d'Iran de 700 000 dollars à 13,5 millions de dollars.

Figure 8

**Dépenses financées sur les contributions de gouvernements au titre de la participation aux coûts en 1999, 2000 et 2001 (10 principaux pays en dehors de l'Amérique latine et des Caraïbes)**

(En millions de dollars des États-Unis)



30. Les dépenses d'administration des bureaux de pays, d'un montant de 86,1 millions de dollars, correspondent au montant remboursé au PNUD au titre des services d'appui qu'il fournit. L'augmentation de 34 millions de dollars (le montant total étant de 52,1 millions de dollars en 2000) tient principalement à un ajustement de 6 millions de dollars effectué en 2001 au titre des dépenses d'administration de 2000 et au paiement en 2001 des intérêts de 2000 et 2001. Le montant de 86,1 millions de dollars comprend aussi le montant net du budget d'appui de l'exercice biennal et les dépenses diverses.

## **B. Cofinancement par des tiers**

### **Recettes**

31. Les recettes provenant du cofinancement par des tiers (dont les fonds d'affectation spéciale et les contrats de services de gestion) ont à nouveau enregistré une croissance de 10 %, passant de 712 à 781 millions de dollars en 2001. Elles ne cessent d'augmenter depuis cinq ans. Depuis 1996, leur montant a crû de 40 % (il était alors de 559 millions de dollars et a atteint 781 millions de dollars à la fin de 2001); elles représentent aujourd'hui 30 % du total des ressources mobilisées par le PNUD. Les ressources du fond d'affectation spéciale consacré aux situations de crise, d'après conflit et de relèvement ont pratiquement doublé par rapport à 2000 (passant de 22 à 40 millions de dollars); celles du Fonds pour l'environnement mondial ont augmenté de 75 % et celles du Programme d'assistance humanitaire à l'Iraq de 74 %.

32. Les fonds d'affectation spéciale thématiques ayant été créés vers la fin de 2001, les rentrées n'ont atteint que 20 millions de dollars en 2001, dont 5 millions affectés à l'informatique et à la télématique, 9 millions à la gouvernance et 2 millions à l'énergie au service du développement durable, à la réduction de la pauvreté et au VIH/sida, respectivement.

### **Dépenses**

33. Les dépenses imputées sur les ressources provenant du cofinancement par des tiers ont augmenté de 11 %, passant de 871 à 970 millions de dollars, ce qui s'explique surtout par la croissance des dépenses financées au moyen des fonds d'affectation spéciale, passées de 387 à 443 millions de dollars.

34. L'Amérique latine et les Caraïbes sont restées en tête, avec des dépenses de 190 millions de dollars en 2001 (contre 168 millions en 2000 et 153 millions en 1999), soit environ 20 % du total. Chacune des autres régions, sauf l'Europe et la CEI, compte pour quelque 15 % du total.

## **C. Accords de services de gestion**

35. Les contrats de services de gestion signés entre le PNUD et divers donateurs ont tous été exécutés par le Bureau des services d'appui aux projets (UNOPS). En 2001, des donateurs ont apporté des contributions d'un montant de 88 millions de dollars au titre des accords de services de gestion, soit une diminution de 53 millions par rapport au montant de 2000 (142 millions de dollars). Le montant total des recettes (y compris les intérêts créditeurs) disponible pour le financement d'activités au titre des contrats de services de gestion s'est chiffré à 97 millions de dollars, soit 36 % de moins qu'en 2000 (152 millions de dollars). Au 31 décembre

2001, 107 contrats de services de gestion étaient en vigueur et un montant de 120 millions de dollars avait été dépensé, soit 8 millions de plus qu'en 2000. Au cours de l'exercice considéré, 39 nouveaux projets ont été exécutés, 12 ont été clôturés sur le plan comptable et 17 ont été achevés sur le plan opérationnel. Le tableau 9 indique la répartition par région des dépenses au titre des contrats de services de gestion, pour 2000 et 2001.

Tableau 9

**Répartition par région des dépenses des exercices terminés  
les 31 décembre 2001 et 2000**

(En millions de dollars des États-Unis)

<i>Région</i>	<i>2001</i>	<i>2000</i>
Amérique latine et les Caraïbes	53,8	51,2
Afrique	30,9	30,7
Europe et Communauté d'États indépendants	5,5	20,1
États arabes	4,1	0,0
Asie et Pacifique (Timor oriental : 19,7)	20,3	5,7
Programmes mondiaux et interrégionaux	5,2	3,5
<b>Total</b>	<b>119,8</b>	<b>111,2</b>

Source : UNOPS.

**D. Programme des administrateurs auxiliaires**

36. Au total, 19 gouvernements participaient au Programme des administrateurs auxiliaires, qui, au 31 décembre 2001, comptait 252 administrateurs auxiliaires, soit 203 dans les bureaux de pays et 49 à New York et dans les autres villes sièges.

37. Le PNUD a reçu des contributions s'élevant à 28,5 millions de dollars, soit une augmentation de 19 % par rapport à 2000 (24 millions de dollars). Cette augmentation tient principalement au recouvrement de dettes en souffrance depuis longtemps, à la présentation ponctuelle de prévisions de dépenses fiables et à un suivi régulier auprès des donateurs.

38. Le montant total des dépenses a été de 24,8 millions de dollars (contre 27,4 millions en 2000). Le solde disponible à la fin de 2001 était de 5,2 millions de dollars, soit une augmentation de 3,7 millions par rapport au solde enregistré à la fin de 2000 (1,5 million de dollars).



## E. Réserve pour les bureaux et logements hors siège

Tableau 10

### Recettes et dépenses des exercices terminés les 31 décembre 2001 et 2000

(En millions de dollars des États-Unis)

	2001	2000	Variation (en pourcentage) entre 2001 et 2000
<b>Recettes</b>			
Location	1,1	1,6	(31,3)
Autres revenus	0,8	0,5	60,0
<b>Total des recettes</b>	<b>1,9</b>	<b>2,1</b>	<b>(9,5)</b>
<b>Dépenses</b>			
Réparations et entretien	0,6	1,0	(40,0)
Autres dépenses	0,8	0,1	(20,0)
<b>Total des dépenses</b>	<b>1,4</b>	<b>1,1</b>	<b>27,3</b>
Excédent	0,5	1,0	(50,0)
Excédent (déficit) cumulé au 1er janvier	(4,6)	(5,6)	17,9
Déficit cumulé au 31 décembre	(4,2)	(4,6)	8,7

Source : Tableau 15 du document DP/2002/25/Add.1.

39. Avec l'appui du Conseil d'administration, le PNUD continue à se défaire d'une partie de ses avoirs, comme indiqué précédemment, et il a constitué une provision pour passations par pertes et profits et amortissements. Le PNUD gère actuellement 256 unités d'habitation dans 22 pays, contre 268, dans 22 pays, en 2000. Cinquante-quatre de ces unités lui appartiennent; les 202 autres appartiennent aux gouvernements des pays où elles se trouvent, qui les lui donnent en location.

40. Le tableau 10 donne un état récapitulatif des comptes de la réserve pour les bureaux et logements hors siège. Le tableau 15 du document DP/2002/25/Add.1 présente des états distincts des recettes et des dépenses, ainsi que de l'actif et du passif de la réserve. Les recettes provenant de la location de logements ont diminué de 26 % du fait qu'il a été mis fin aux activités de location en Angola et en République-Unie de Tanzanie. Les locaux communs ont connu le même sort. Des montants distincts sont donnés pour les bureaux, les logements et les services d'appui remboursables. La valeur totale des locaux à usage de bureaux s'élevait à 20 millions de dollars au 31 décembre 2001, celle des logements et avoirs connexes s'établissant à 16,5 millions de dollars. L'Hôtel Splendid d'Haïti a été vendu. Le montant net dû aux ressources ordinaires a été ramené de 13,2 millions de dollars au 31 décembre 2000 à 11,9 millions de dollars au 31 décembre 2001.

41. En 2001, les opérations de location de logements se sont soldées par un excédent de recettes de 700 000 dollars, tandis qu'un déficit de 300 000 dollars a été enregistré au titre de la location de bureaux. Des créances de 10 000 dollars qui étaient en suspens ont été réglées. L'encours des créances non réglées était de

1,5 million de dollars au 31 décembre 2001. Toutefois, le PNUD conteste certaines de ces créances.

42. La provision initiale pour amortissement, d'un montant de 14,1 millions de dollars a été créée en 1996-1997 sur la base de projections d'amortissement des avoirs au 31 décembre 1997 établies par la direction. Cette provision comprenait un montant de 400 000 dollars correspondant à un prêt accordé au Yémen dont le remboursement était en retard; un montant de 3 millions versé par le Yémen entre 1996 et 2000 en a été déduit. D'après l'information disponible, il se peut que le solde de 10 990 000 dollars restant au 31 décembre 2001 soit ajusté en fonction des résultats de l'étude et de l'analyse des données financières et de l'évaluation qui doit être effectuée pour établir la valeur actuelle des avoirs. Un montant de 500 000 dollars de recettes cumulées provenant de la location de locaux a été utilisé pour réduire les frais capitalisés de remise en état de logements en 2000.

## **V. Fonds administrés par le PNUD**

43. Le tableau 5 a) de l'additif au présent rapport (DP/2002/25/Add.1) contient des données détaillées sur les cinq fonds gérés par le PNUD. Les résultats des activités de 2000 sont présentés dans le présent chapitre.

### **A. Fonds d'équipement des Nations Unies**

44. Le total des contributions versées en 2001 au Fonds d'équipement des Nations Unies (FENU) est resté stable et s'est chiffré à 26,1 millions de dollars. Honorant son engagement concernant la gestion axée sur les résultats, le FENU a présenté son premier rapport annuel axé sur les résultats (DP/2001/17) en 2001, et le Conseil d'administration en a pris note dans sa décision 2001/12. Au cours de l'année écoulée, le FENU a donné suite à la plupart des recommandations de l'évaluation extérieure de 1999. On notera en particulier la mise au point définitive d'un cadre d'impact du point de vue de l'action et de répétition ainsi que la signature d'un protocole d'accord avec le PNUD dans le domaine du microfinancement. En 2001, les donateurs ont versé au FENU des contributions d'un montant total de 24,3 millions de dollars, auquel sont venues s'ajouter des recettes diverses et d'autres ressources. Le montant total des ressources du Fonds s'est ainsi élevé à 28,6 millions de dollars. Bien que les contributions ordinaires aient enregistré une faible augmentation en 2001, le montant total des ressources ordinaires a baissé du fait de la réduction d'environ 50 % des recettes diverses. Par l'application de la formule du financement partiel, le FENU a ramené les nouveaux montants approuvés de l'objectif original de 20 millions de dollars à 10,6 millions de dollars.

45. Les dépenses au titre des programmes (y compris les dépenses d'appui versées aux agents de réalisation) se sont chiffrées au total à 34,4 millions de dollars. En 2001, le montant total des dépenses a correspondu à un taux d'exécution des projets de 70 % alors qu'en 2000, le montant total des dépenses, à savoir 43,2 millions de dollars, a représenté un taux d'exécution de 85 %. Les ressources inutilisées du FENU au 31 décembre 2001 s'élevaient à 58,9 millions de dollars, contre 70,9 millions en 2000, dont 33 millions de dollars au titre de la réserve opérationnelle.

## **B. Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM)**

46. Dans sa décision 2000/7, le Conseil d'administration a approuvé les objectifs de programme, stratégie et objectifs énoncés dans la Stratégie et le Plan d'action d'UNIFEM pour 2000-2003 (DP/2000/15). UNIFEM a continué de s'acquitter de son mandat en axant ses travaux sur ses trois grands domaines thématiques et en appliquant les cinq stratégies fondamentales énoncées dans le plan précédent, qui appuie le rôle novateur de catalyseur d'UNIFEM en faveur de la démarginalisation des femmes et de l'égalité entre les sexes.

47. Le montant total des contributions versées à UNIFEM a augmenté de 1,3 million de dollars, soit 5 %, passant de 26,6 millions en 2000 à 27,9 millions en 2001. Les contributions aux ressources ordinaires d'UNIFEM ont augmenté de 1,6 million de dollars, passant de 19,1 millions de dollars en 2000 à 20,7 millions en 2001. Une baisse de 400 000 dollars a été enregistrée au titre de la participation aux coûts et des contributions aux fonds d'affectation spéciale, qui sont passés de 7,6 millions de dollars en 2000 à 7,2 millions de dollars en 2001.

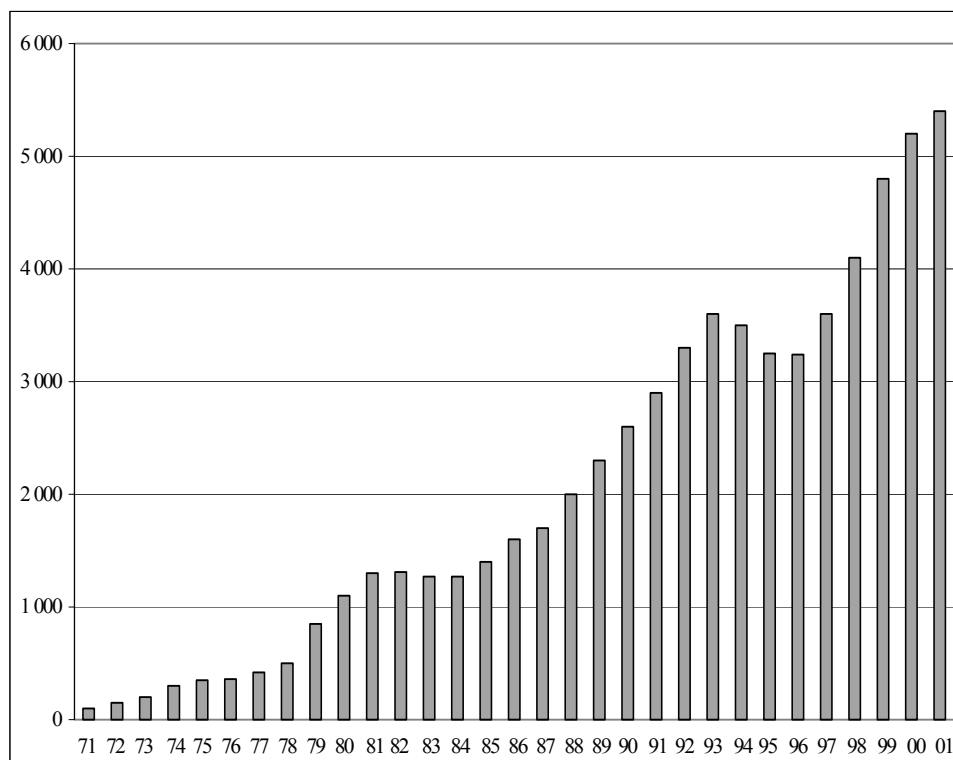
48. Le montant total des dépenses afférentes aux programmes, y compris les sommes versées aux agents de réalisation au titre des dépenses d'appui, ont augmenté de 1,9 million de dollars, soit 10 %, pour s'établir à 21,8 millions de dollars en 2001, contre 19,9 millions de dollars en 2000. Les dépenses au titre des ressources ordinaires ont également augmenté, de 2 millions de dollars, soit 15 %, passant de 13 millions de dollars en 2000 à 15 millions de dollars en 2001. Les dépenses au titre de la participation aux coûts et les dépenses financées par des fonds d'affectation spéciale subsidiaires ont subi une légère baisse de 200 000 dollars, soit 3 %, passant de 7 millions de dollars en 2000 à 6,8 millions en 2001.

49. Au 31 décembre 2001, le montant total des ressources inutilisées s'établissait à 24,3 millions de dollars, soit 1,1 million de dollars de plus que le montant de 23,2 millions de dollars correspondant à 2000. Ces ressources, jointes aux contributions non versées d'un montant de 10,6 millions de dollars, représentent les crédits non utilisés au titre des projets, soit un montant de 27,8 millions de dollars pour 2002 et les années suivantes. Conformément à la décision 97/4 adoptée par le Conseil d'administration en janvier 1997, le montant de la réserve opérationnelle a été revu et porté à 7,4 millions de dollars à la fin de 2001.

## **C. Volontaires des Nations Unies**

50. Le nombre de Volontaires des Nations Unies a continué d'augmenter en 2000. Sur l'ensemble de l'année, près de 5 100 Volontaires originaires de 160 pays différents ont participé à plus de 5 400 missions (soit 5 % de plus qu'en 2000) dans 140 pays. C'est le nombre de Volontaires travaillant dans le cadre des opérations de maintien de la paix au Timor oriental, au Kosovo et en Sierra Leone qui a connu la plus forte augmentation.

Figure 9  
**Accroissement du nombre de Volontaires des Nations Unies, 1971-2001**



51. Les recettes enregistrées en 2001 ont augmenté de 5 millions de dollars, soit 27,2 %, par rapport à 2000. Les contributions reçues au titre du Fonds bénévole spécial, de la participation aux coûts et du financement intégral ont augmenté, alors que celles destinées aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies ont diminué.

Tableau 11  
**Montant des contributions, 2001 et 2000**  
 (En millions de dollars des États-Unis)

Modalité	2001	Variation (en pourcentage)	
		2000	entre 2001 et 2000
Fonds bénévole spécial	3,6	2,5	44,0
Participation aux coûts	2,0	0,6	333,3
Fonds d'affectation spéciale	4,4	4,9	(10,2)
Financement intégral	10,5	4,1	256,1
Opérations de maintien de la paix des Nations Unies	2,9	6,3	(54,0)
<b>Total</b>	<b>23,4</b>	<b>18,4</b>	<b>27,2</b>

Source : VNU.

52. Par rapport à 2000, les dépenses au titre des programmes ont enregistré une très légère baisse de 200 000 dollars, soit 2,5 %. Le taux d'exécution des programmes financés au moyen des fonds d'affectation spéciale et au titre du financement intégral a diminué, certains projets étant parvenus à leur phase finale, d'autres étant achevés sur le plan opérationnel.

Tableau 12

**Dépenses au titre des programmes, 2001 et 2000**

(En millions de dollars des États-Unis)

<i>Modalité</i>	<i>2001</i>	<i>2000</i>	<i>Variation (en pourcentage) entre 2001 et 2000</i>
Fonds bénévole spécial	7,9	8,1	(2,5)
Participation aux coûts	0,8	0,6	33,3
Fonds d'affectation spéciale	4,6	5,1	(9,8)
Financement intégral	4,6	6,1	(24,6)
Opérations de maintien de la paix des Nations Unies	4,2	4,4	(4,6)
<b>Total</b>	<b>22,1</b>	<b>24,3</b>	<b>(9,1)</b>

Source : VNU

53. Comme suite aux observations des commissaires aux comptes, le Conseil d'administration a approuvé, dans sa décision 98/13, la création d'une réserve d'un montant initial de 900 000 dollars. Le solde d'ouverture de la réserve, destiné à couvrir les frais d'évacuation sanitaire et les dépenses en matière de sécurité, était de 2 millions de dollars au 1er janvier 2001. En 2001, la réserve a été reconstituée au moyen de 200 000 dollars provenant des réserves relatives aux coûts prévus au titre des Volontaires. Les décaissements effectués sur la réserve en 2001 se sont élevés à 200 000 dollars au titre des évacuations sanitaires et à 200 000 dollars au titre des évacuations pour raisons de sécurité. Le solde au 31 décembre 2001 s'établissait donc à 1,8 million de dollars.

**D. Fonds autorenewable des Nations Unies pour l'exploration des ressources naturelles et Fonds des Nations Unies pour la science et la technique au service du développement**

54. Le Fonds autorenewable des Nations Unies pour l'exploration des ressources naturelles n'a reçu aucune contribution à ses ressources ordinaires en 2001. Le total des intérêts perçus et d'autres recettes s'est élevé à 100 000 dollars. Le montant total des dépenses pour 2001 a été de 300 000 dollars et, au 31 décembre 2001, le solde des ressources non utilisées était de 2,7 millions de dollars.

55. Le Fonds des Nations Unies pour la science et la technique au service du développement a reçu en 2001 des contributions de 7 000 dollars à ses ressources ordinaires. Le total des intérêts perçus et d'autres recettes s'est élevé à 47 000 dollars. Aucune dépense n'a été enregistrée en 2001 et, au 31 décembre 2001, le solde des ressources inutilisées était de 900 000 dollars.

56. Comme suite aux décisions du Conseil d'administration de mettre fin aux activités du Fonds autorenewable des Nations Unies pour l'exploration des ressources naturelles (DP/1999/42) et du Fonds des Nations Unies pour la science et la technique au service du développement (DP/1994/35), des plans de travail ont été établis dans le contexte des mandats afin de clôturer toutes les activités financières de ces fonds. Au cas où il resterait des ressources inutilisées, le PNUD en informerait les donateurs et leur demanderait l'autorisation d'utiliser le solde au profit d'activités dans des domaines connexes.

## Annexe

## Vue d'ensemble du PNUD

Tableau 13a

État des recettes et des dépenses pour l'année terminée le 31 décembre 2001,  
et chiffres pour 2000

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Ressources ordinaires			Autres ressources			Fonds			Total		
	2001	2000	+/- (pour- centage)	2001	2000	+/- (Pour- centage)	2001	2000	+/- (Pour- centage)	2001	2000	+/- (Pour- centage)
<b>Recettes</b>												
Contributions nettes	651 754	634 138	3	1 885 691	1 685 149	12	77 584	71 272	9	2 615 029	2 390 559	9
Intérêts perçus	(32 104)	(3 568)	—	111 526	70 046	59	6 604	8 156	(19)	86 026	74 634	15
Autres recettes : montant net	45 211	19 187	—	68 759	62 701	10	13 160	7 851	68	127 130	89 739	12
<b>Total des recettes</b>	<b>664 861</b>	<b>649 757</b>	<b>2</b>	<b>2 065 976</b>	<b>1 817 896</b>	<b>14</b>	<b>97 348</b>	<b>87 279</b>	<b>12</b>	<b>2 828 185</b>	<b>2 554 932</b>	<b>10</b>
<b>Dépenses</b>												
Programmes	332 585	378 262	(12)	1 757 252	1 575 896	12	77 430	86 782	(11)	2 167 267	2 040 940	6
Appui aux programmes :												
Agents de réalisation	33 633	42 158	(20)	23 995	21 888	10	5 589	4 594	22	63 217	68 640	(8)
Coordonnateur résident	7 613	9 013	(15)	1 837	1 402	31	—	—	—	9 450	10 415	(18)
Services d'appui du développement	1 261	1 050	20	—	—	—	—	—	—	1 261	1 050	—
Services d'appui sectoriel du PNUD	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Budget d'appui pour la période biennale : montant net <sup>a</sup>	266 892	233 503	14	136 908	100 687	36	16 396	16 601	(1)	420 196	350 791	20
Autres dépenses	60 954	38 752	57	2 267	3 047	(26)	431	759	(43)	63 652	42 558	(25)
<b>Total des dépenses</b>	<b>702 938</b>	<b>702 738</b>	<b>—</b>	<b>1 922 259</b>	<b>1 702 920</b>	<b>13</b>	<b>99 846</b>	<b>108 736</b>	<b>(8)</b>	<b>2 725 043</b>	<b>2 514 394</b>	<b>7</b>
<b>Excédent (déficit) des recettes par rapport aux dépenses</b>	<b>(38 077)</b>	<b>(52 981)</b>	<b>28</b>	<b>143 717</b>	<b>114 976</b>	<b>25</b>	<b>(2 498)</b>	<b>(21 457)</b>	<b>88</b>	<b>103 142</b>	<b>40 538</b>	<b>—</b>

	<i>Ressources ordinaires</i>			<i>Autres ressources</i>			<i>Fonds</i>			<i>Total</i>		
	2001	2000	+/- (pour- centage)	2001	2000	+/- (Pour- centage)	2001	2000	+/- (Pour- centage)	2001	2000	+/- (Pour- centage)
Économies sur les engagements de l'exercice biennal précédent	(1 831)	9 487	–	353	2 117	(83)	78	130	(40)	(1 400)	11 734	–
Prélèvements (virements) sur les réserves	15 400	13 000	18	(2 600)	(8 000)	68	(800)	7 100	–	12 000	12 100	(1)
Remboursement des donateurs et prélèvements (virements) sur d'autres fonds	(6 373)	(391)	–	(4 337)	(6 751)	36	(325)	(436)	25	(11 035)	(7 578)	(46)
Ressources inutilisées, 1er janvier	76 131	107 016	(29)	1 353 234	1 250 888	8	103 063	117 727	(12)	1 532 428	1 475 631	4
<b>Total des ressources inutilisées au 31 décembre</b>	<b>45 250</b>	<b>76 131</b>	<b>(41)</b>	<b>1 490 367</b>	<b>1 353 230</b>	<b>10</b>	<b>99 518</b>	<b>103 064</b>	<b>(3)</b>	<b>1 635 135</b>	<b>1 532 425</b>	<b>7</b>

Source: Tableau 1 a), DP/2002/25/Add.1.

<sup>a</sup> Dont dépenses d'administration des bureaux de pays.



Tableau13b  
**Actif, passif, réserves et soldes des fonds au 31 décembre 2001,  
et chiffres pour 2000**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Ressources ordinaires</i>			<i>Autres ressources</i>			<i>Fonds</i>			<i>Total</i>		
	<i>2001</i>	<i>2000</i>	<i>+/- (Pour- centage)</i>	<i>2001</i>	<i>2000</i>	<i>+/- (Pour- centage)</i>	<i>2001</i>	<i>2000</i>	<i>+/- (Pour- centage)</i>	<i>2001</i>	<i>2000</i>	<i>+/- (Pour- centage)</i>
<b>Actif</b>												
Encaisse	—	50 839	—	11 629	16 945	(31)	1 229	—	—	12 858	67 784	(81)
Lettres de crédit des gouvernements	—	—	—	43 523	47 621	(4)	—	—	—	43 523	47 621	(9)
Placements												
Réserve opérationnelle	151 600	167 000	(9)	—	—	—	—	—	—	151 600	167 000	(9)
Ressources ordinaires	126 458	21 049	—	212 777	226 215	(6)	105 625	145 599	(27)	444 860	392 863	13
Autres fonds	1 363 924	1 134 310	20	—	18 444	—	—	—	—	1 363 924	1 152 754	18
<b>Total partiel, placements</b>	<b>1 641 982</b>	<b>1 322 359</b>	<b>24</b>	<b>212 777</b>	<b>244 659</b>	<b>(13)</b>	<b>105 625</b>	<b>145 599</b>	<b>(27)</b>	<b>1 960 384</b>	<b>1 712 617</b>	<b>15</b>
<b>Total des liquidités, lettres de crédit et placements</b>	<b>1 641 982</b>	<b>1 373 198</b>	<b>20</b>	<b>267 929</b>	<b>309 225</b>	<b>(13)</b>	<b>106 854</b>	<b>145 599</b>	<b>(27)</b>	<b>2 016 765</b>	<b>1 828 022</b>	<b>10</b>
Avances des gouvernements et agents d'exécution	63 131	107 695	(41)	202 283	179 879	12	4 838	978	—	270 252	288 552	(6)
Sommes à recevoir et charges comptabilisées d'avance	138 755	137 951	1	1 454 931	1 244 983	17	50 828	22 899	—	1 644 514	1 405 833	17
Intérêts courus	12 435	9 181	35	12 134	8 838	37	1 420	2 931	(52)	25 989	20 950	24
Sommes à recevoir à long terme	—	—	—	780	866	(10)	—	—	—	780	866	(10)
Avoirs spéciaux immobilisés	1 570	1 570	—	34 824	35 694	(2)	—	—	—	36 394	37 264	(2)
Prêts aux gouvernements	—	—	—	967	1 049	(8)	933	1 605	(42)	1 900	2 654	(28)
<b>Total de l'actif</b>	<b>1 857 873</b>	<b>1 629 595</b>	<b>14</b>	<b>1 973 848</b>	<b>1 780 534</b>	<b>11</b>	<b>164 873</b>	<b>174 012</b>	<b>(5)</b>	<b>3 996 594</b>	<b>3 584 141</b>	<b>12</b>
<b>Passif</b>												
Avances aux gouvernements et agents d'exécution	4 943	7 358	(33)	60 833	35 024	74	5 618	7 279	(23)	71 394	49 661	44
Engagements non réglés	70 801	53 151	33	193 808	162 052	20	5 785	5 267	10	270 394	220 470	23
Sommes à payer	55 528	95 091	(42)	65 329	61 753	6	6 762	5 849	16	127 619	162 693	(22)

	<i>Ressources ordinaires</i>			<i>Autres ressources</i>			<i>Fonds</i>			<i>Total</i>		
	<i>2001</i>	<i>2000</i>	<i>+/- (Pour-centage)</i>	<i>2001</i>	<i>2000</i>	<i>+/- (Pour-centage)</i>	<i>2001</i>	<i>2000</i>	<i>+/- (Pour-centage)</i>	<i>2001</i>	<i>2000</i>	<i>+/- (Pour-centage)</i>
Sommes dues à d'autres ressources	1 408 833	1 201 065	17	66 968	74 577	(10)	—	5 928	—	1 475 801	1 281 570	15
Autres exigibilités	119 348	28 229	—	3 948	3 897	1	1 789	2 025	(12)	125 085	34 151	—
<b>Total du passif</b>	<b>1 659 453</b>	<b>1 384 894</b>	<b>20</b>	<b>390 886</b>	<b>337 303</b>	<b>16</b>	<b>19 954</b>	<b>26 348</b>	<b>24</b>	<b>2 070 293</b>	<b>1 748 545</b>	<b>18</b>
<b>Réserves et soldes des fonds</b>												
Réserve opérationnelle	151 600	167 000	(9)	64 600	62 000	4	45 400	44 600	2	261 600	273 600	(4)
Fonds de dotation	—	—	—	3 000	3 000	—	—	—	—	3 000	3 000	—
Réserve pour les bureaux et logements hors siège : montant autorisé	—	—	—	25 000	25 000	—	—	—	—	25 000	25 000	—
Ressources spéciales en capital	1 570	1 570	—	—	—	—	—	—	—	1 570	1 570	—
Ressources inutilisées	45 250	76 131	(41)	1 490 363	1 353 230	10	99 515	103 064	(3)	1 635 128	1 532 425	7
<b>Total des ressources inutilisées et des ressources spéciales en capital</b>	<b>46 820</b>	<b>77 701</b>	<b>(40)</b>	<b>1 490 363</b>	<b>1 353 230</b>	<b>10</b>	<b>99 515</b>	<b>103 064</b>	<b>(3)</b>	<b>1 636 698</b>	<b>1 533 995</b>	<b>7</b>
<b>Total des réserves et des soldes</b>	<b>198 420</b>	<b>244 701</b>	<b>(19)</b>	<b>1 582 963</b>	<b>1 443 230</b>	<b>10</b>	<b>144 915</b>	<b>147 664</b>	<b>(2)</b>	<b>1 926 298</b>	<b>1 835 595</b>	<b>5</b>